

Déclaration du BF « Santé » - 11 décembre 2017

Organisons la grève de tous les EHPAD le 30 janvier 2018

Le Bureau fédéral réuni le lundi 11 décembre a apprécié la situation en cette fin d'année 2017. Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) vient d'être voté en dernière lecture. Il s'agit de la première Loi de Financement (LFSS) du nouveau gouvernement. Elle marque une nouvelle étape dans les économies qui seront imposées aux établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

Cela fait suite au refus de la ministre de la santé de dégelier l'intégralité des 350 millions d'euros de crédits mis en réserve en début 2017, au titre du « coefficient prudentiel », en n'attribuant que 150 millions provoquant, à juste titre, la condamnation des fédérations représentant les établissements.

Renonçant à rompre avec les GHT et avec la réforme de la tarification des EHPAD, la ministre veut pour l'année 2018 imposer 4,2 milliards d'économies au secteur de la santé, dont 1,6 milliards aux établissements. Ce nouveau plan d'économies continue d'étrangler les hôpitaux, la réforme de la tarification asphyxie les EHPAD et pendant ce temps la DGOS, en cohérence avec la plus grande restructuration imposée aux hôpitaux, annonce un plan de restructuration des « métiers et des compétences », que le Bureau Fédéral rejette.

Dans le même temps, le ministère prépare le projet de décret qui organisera les licenciements de fonctionnaires hospitaliers au nom des mutualisations et restructurations découlant des GHT. Le Bureau Fédéral rappelle son opposition à tout dispositif de licenciement et en exige l'abandon. Il se prononce pour l'organisation d'une large campagne comme nous l'avons fait en juin 1998, si le ministère met ce texte à l'ordre du jour du CSFPH.

Dans ce contexte, le Bureau Fédéral se félicite du succès de la conférence de défense des EHPAD qui a regroupée 350 délégués représentant 200 établissements, issus de 60 départements.

La déclaration, issue de la discussion dans laquelle 47 délégués sont intervenus, a ouvert la perspective d'une grève unie dans tous les EHPAD. Condition nécessaire, pour permettre que le même jour, dans tous les EHPAD, les personnels expriment clairement leurs revendications en direction des Délégations Territoriales des ARS et des Conseils Départementaux et mettre les pouvoirs publics en demeure d'y répondre.

Le Bureau Fédéral confirme le mandat qui a été donné par la conférence à la fédération pour prendre les contacts avec les signataires du courrier commun à Emmanuel MACRON au travers une invitation à une rencontre le jeudi 14 décembre, pour organiser le rapport de force et imposer au gouvernement le retrait de la réforme de la tarification des EHPAD et la mise en œuvre du Plan Solidarité Grand Age (PSGA), notamment l'application du ratio d'encadrement de « un agent pour un résident ».

Le Bureau Fédéral condamne les propos inacceptables de la ministre de la santé concernant l'aggravation des conditions de travail qui serait due « à un problème de management » et exige que la délégation des signataires de la lettre ouverte soit rapidement reçue à l'Élysée.

Le Bureau Fédéral, informé de la proposition du 30 janvier 2018, comme date pour une journée nationale de grève et de manifestation, appelle toutes ses structures à assurer dès maintenant sa réussite en prenant les mesures d'organisation, en particulier en réunissant les instances syndicales, en informant les adhérents et en s'adressant largement à tous les agents, afin de les inviter à participer massivement à la grève et aux divers initiatives qui seront décidées dans chaque département.

Assurons le succès de la grève du 30 janvier, première riposte nationale contre les plans et les mesures dirigées contre les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux et leurs personnels

Nous ne lâchons rien !